

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 26/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

DERICHEBOURG (ex : VALRECY)

119 avenue du Général Michel Bizot
75012 PARIS

Références : 408/RAPVI/CC/IC230023
Code AIOT : 0010000408

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 sur le site anciennement exploité par la société VALRECY et implanté ZI La Folie 28200 SAINT-DENIS-LANNERAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALRECY
- ZI La Folie 28200 SAINT-DENIS-LANNERAY
- Code AIOT : 0010000408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation du site, objet du présent rapport, a initialement été autorisée par arrêté préfectoral du 21/01/1976 et délivré au profit de l'entreprise Sepchat pour une activité de récupération de déchets, ferrailles, métaux et alliages.

La société SEPCHAT a bénéficié d'un arrêté préfectoral d'autorisation n° 2569 du 25/10/1999 pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 167 a – Autorisation : Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées. Capacité annuelle 8 000 t/an.
- 286 – Autorisation : Stockage et activités de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, la surface utilisée étant de 10 871 m².
- 322 A – Autorisation : Station de transit de résidus urbains assimilés aux ordures ménagères. Capacité annuelle : 2 500 t/an.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 17/12/2007 interdit tout stockage ou traitement des véhicules hors d'usage sur le site.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 15/11/2013 a acté les droits acquis liés à l'antériorité du site pour les rubriques suivantes :

- 2713 : installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exception des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 : 10 871 m², régime autorisation,
- 2714 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, textiles, bois à l'exception des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 : 1 100 m³, régime autorisation,
- 2716 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, à l'exception des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 : 1 300 m³, régime autorisation.

Par récépissé du 30/01/2017, le changement d'exploitant au profit de la société VALRECY a été acté.

Le site d'une surface totale de 9 761 m² était composé d'un bâtiment de stockage de métaux d'une superficie de 350 m², d'un local administratif de 100 m², d'un pont bascule, d'une station de distribution de carburant, d'une aire bétonnée de stockage pour les déchets industriels banals, de bennes de déchets pour le papier, carton et bois, et d'alvéoles de stockage pour les déchets métalliques et de ferraille.

L'inspection du 12/12/2022 a permis de constater que le site est désormais exploité par Cap Recyclage 28 depuis janvier 2021. Cette dernière exerce une activité de transit, de regroupement et de tri des déchets industriels soumise à déclaration. Le nouvel exploitant a repris l'ensemble du site à l'exception de la station de distribution de carburant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite de récolement dans le cadre de la cessation d'activité de la société VALRECY

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mémoire de cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-3-I	VI du 17/06/2019 - R2	Sans objet
4	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-1-II et III	VI du 17/06/2019 - R1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-1-I	/	Sans objet
2	Usage futur du site	Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-2-II	VI du 17/06/2019 - R2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches ci-dessous. Il convient de noter que les prescriptions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement dont il est fait mention dans le présent rapport sont applicables aux cessations d'activité déclarées avant le 1^{er} juin 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-1-I
Thème(s) : Situation administrative, Notification cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35 [...].
Constats : La notification de la cessation d'activité a été réalisée.
Observations : Par courrier en date du 27 août 2019, l'exploitant a notifié au Préfet la mise à l'arrêt définitif de ses installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 21/01/1976 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 25/10/1999, du 17/12/2007 et du 15/11/2013 au titre des rubriques 2713, 2714-1 et 2716 de la nomenclature. L'exploitant a précisé dans son courrier que l'établissement doit cesser définitivement ses activités en septembre 2019. Le site est actuellement occupé par la société Cap Recyclage 28 qui poursuit une activité similaire mais qui n'a pas repris les activités de la société Valrecy.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Usage futur du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-2-II
Thème(s) : Situation administrative, Usage futur du site
Point de contrôle déjà contrôlé : VI du 17/06/2019 - R2
Prescription contrôlée : Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation [...] ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable [...].
Constats : L'avis du maire a été sollicité sur l'usage futur industriel du site.
Observations : Constat du 17/06/2019 (R2) : l'exploitant transmet à Madame la Préfète une copie de l'avis sur ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer transmis au maire [...]. La société Valrecy en qualité d'exploitant mais aussi en tant que propriétaire du terrain depuis 2017, a proposé dans son courrier du 30/08/2019 que l'usage futur du site soit industriel et a sollicité l'avis du maire à ce sujet. Par la suite, l'exploitant a fait savoir au Préfet que la mairie n'a pas apporté de réponse à cette sollicitation dans le délai imparti de 3 mois, l'avis est donc réputé favorable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mémoire de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-3-I				
Thème(s) : Situation administrative, Mémoire de de cessation d'activité				
Point de contrôle déjà contrôlé : VI du 17/06/2019 - R2				
<p>Prescription contrôlée : Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1°- Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2°- Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3°- En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4°- Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage [...]</p>				
<p>Constats : Un mémoire de cessation d'activité a été déposé. Il doit être complété par les éléments demandés par courrier du 19 mai 2022.</p>				
<p>Observations : Constat du 17/06/2019 (R2) : l'exploitant transmet à Madame la Préfète un mémoire de cessation d'activité décrivant notamment, l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets, les interdictions et limitations d'accès au site, la suppression des risques d'incendie et d'explosion, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>L'exploitant a transmis le 22/10/2020 à la Préfecture d'Eure-et-Loir un mémoire de cessation d'activité réalisé par le bureau d'études Entime et comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la liste des parcelles cadastrales concernées ainsi qu'un plan délimitant l'emprise du site ; -les éléments relatifs à l'étude historique, documentaire et mémorielle de la zone investiguée ; -les éléments relatifs à la vulnérabilité des milieux ; -les investigations réalisées sur les sols et l'interprétation de leurs résultats ; -la mise en sécurité du site. <p>S'agissant du diagnostic des sols, des sondages à 2 mètres de profondeur ont été réalisés le 19/09/2019 sur l'installation au niveau des points S1 (bâtiment de stockage de métaux), S2 (cases de stockage de métaux), S3 (cases de stockage) et S4 (en limite Est du site). Lors de ces opérations de sondage, il a été relevé des anomalies organoleptiques (forte odeur d'hydrocarbure en S1 et en S2, suspicion d'odeur d'hydrocarbure en S3).</p> <p>Il ressort d'ailleurs du rapport d'analyse n°13111312 du 01/10/2019 établi par le laboratoire SYNLAB que les valeurs de concentration ne sont pas conformes aux valeurs de référence :</p>				
Paramètres	Points de sondage	Unité	Valeurs constatées	Seuils autorisés *
cuivre	S4	mg/kg MS	45	2 à 20
mercure	S3 / S4	mg/kg MS	0,19 / 0,34	0,02 à 0,10
plomb	S4	mg/kg MS	190	9 à 50
zinc	S4	mg/kg MS	360	10 à 100
HCT C10-C40	S1 / S2 / S3 / S4	mg/kg MS	470 / 340 / 97 / 620	Pas de référence **
<p>* Valeurs du programme national ASPITET de l'INRA pour les gammes de valeurs couramment observées dans les sols ordinaires de toutes granulométries.</p> <p>** Pour les HCT, il n'existe pas de valeurs réglementaires considérant que ces paramètres ne peuvent être présents naturellement dans les sols.</p>				

Ces résultats d'analyse ont mis en évidence un impact significatif diffus en éléments traces métalliques et en hydrocarbures totaux pour tous les points de sondage en particulier sur le point S4. Le bureau d'études Entime a indiqué dans ses conclusions : "concernant l'aspect environnemental, l'historique du site ainsi que la sensibilité environnementale du milieu environnant induisent un risque faible d'impact de Valrecy sur l'environnement et le sol".

Par courrier du 19/05/2022, l'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que les différents éléments fournis ne paraissent pas contenir l'ensemble des données permettant de démontrer qu'aucune surveillance des effets de l'installation sur l'environnement n'est nécessaire. Il a été demandé à l'exploitant de préciser la pertinence des points de sondage (et notamment l'absence de sondage au niveau de la cuve de fioul et de la zone du séparateur d'hydrocarbures), et de justifier les motifs pour lesquels les analyses de sol et des eaux ne sont pas assorties de conclusions, de recommandations ou de mesures de gestion.

Aucune réponse n'a été apportée à ce jour à l'inspection des installations classées. Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments demandés par courrier du 19/05/2022.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/12/2022, article R. 512-39-1-II et III
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité du site
Point de contrôle déjà contrôlé : VI du 17/06/2019 - R1
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : A l'exception de la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, la mise en sécurité du site est achevée et l'installation est actuellement exploitée par Cap Recyclage 28. Comme indiqué dans le courrier du 19 mai 2022, il appartient à l'exploitant de démontrer qu'aucune surveillance de l'environnement n'est nécessaire pour achever la mise en sécurité du site.
Observations : Constat du 17/06/2019 (R1) : l'exploitant dégazera et inertera les 2 cuves de liquides inflammables. Il s'assurera de leur étanchéité. Dans son mémoire de cessation d'activité adressé le 22/10/2020, l'exploitant a présenté les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site. L'ensemble des déchets ont été évacués du site et l'exploitant a joint des photos à l'appui. A noter que lors de la visite d'inspection du 17/06/2019, il a été constaté l'absence d'activité sur le site ainsi que l'absence de déchets et notamment au niveau des alvéoles de stockage de déchets. Les accès sont limités par un portail fermant à clé. Le site est entièrement clôturé de murs en plaque de béton de 2 mètres de hauteur et une haie de cyprès délimite le terrain à certains endroits. L'alimentation électrique a été coupée et le site n'est pas alimenté en gaz naturel. Les deux cuves enterrées de fioul lourd et de gasoil de 15 000 litres chacune ainsi que les tuyauteries ont été vidangées, nettoyées et inertées le 29 juin 2020, comme en atteste la fiche d'intervention n°2764691.1.1 et l'attestation de nettoyage, dégazage et neutralisation établies par l'entreprise SVR Gellainville curage. L'exploitant a aussi joint les bordereaux de suivi des déchets n°B8120060007 et n°B8120060006 mentionnant que les eaux hydrocarburées et de boues solides issues de ces 2 cuves, pour une quantité totale de 6,18 tonnes (code déchet 13 05 07*), ont été traitées par SUEZ RV OSIS SUD-EST. Lors de la remise en état du site, des obus ont été découverts sur le site, l'exploitant a fait le 03/07/2020 une demande d'intervention enregistrée auprès de la préfecture (référéncée n°2020/35). Ces explosifs ont été évacués par les services de déminage.

<p>Lors de la visite du 12/12/2022, l'inspection des installations classées a constaté que le site est désormais exploité par la société Cap recyclage 28. Cette dernière exerce une activité de transit, de regroupement et de tri des déchets industriels soumise à déclaration (rubriques 2517, 2710, 2711, 2713, 2714, 2715, 2716 et 2718 de la nomenclature).</p> <p>A l'exception de l'ancienne station de distribution de carburant qui n'est plus existante, toutes les autres installations ont été reprises par Cap recyclage 28 (un bâtiment de stockage de métaux, un bungalow servant de local administratif, un pont bascule et les cases de stockage).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>